COMPTE-RENDU

Rencontre d'échanges et d'information - ONG Ran'Eau

Le 23 et 24 mai 2019, Hôtel Le Palétuvier, Tuléar.

L'Adduction d'Eau Potable dans le Grand Sud de Madagascar : enjeux et modes d'interventions.

Contexte :

Madagascar connait des enjeux d'accès à l'eau très divers : les problèmes quantitatifs et qualitatifs se jouant sur l'île étant plus ou moins marqués selon les régions. Le Grand Sud de Madagascar, englobant les régions Anosy, Androy et Atsimo Andrefana connait un manque chronique d'eau, marqué ces dernières années par des épisodes climatiques sévères. La répartition de l'eau, essentiellement issue des pluies, entre les différents usages nécessite une approche intégrée mesurant les enjeux locaux : les revenus des populations reposant essentiellement sur les activités agricoles.

Divers acteurs, au travers de leurs interventions, mettent en œuvre des solutions d'approvisionnement en Eau Potable variant selon les contextes et les zones d'interventions : allant de la mise en place de puits, forages, ou encore pipeline impliquant des modes de gestions très divers. Les approches sont extrêmement différentes et méritent d'être mieux connues, échangées et partagées aux acteurs du secteur EAH à Madagascar.

C'est dans un objectif de mieux connaitre les enjeux se jouant sur cette zone, mais aussi d'identifier et de favoriser le partage des diverses interventions et méthodes déployées sur ces zones que l'ONG Ran'Eau, en collaboration avec le MEEH[1] et avec l'appui du GRET, a organisé une rencontre d'échanges et d'information le 23 et 24 mai 2019.

Cette rencontre s'est articulée entre des temps de présentations, d'échanges, et des visites terrains.

Résultats attendus :

- Les acteurs seront informés des enjeux de l'accès à l'eau dans le Sud, des solutions déjà apportées et le mode de gestion des systèmes ;
- Les expériences et bonnes pratiques sont partagées.

[1] Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures

Table des matières

Ouverture 4
Présentation des acteurs œuvrant dans le Grand Sud de Madagascar 4
Eclairages sur les trois régions 9
Androy 9
Anosy 10
Atsimo Andrefana 10
Groupes de travail 10
Groupe 1 : Priorisation des usages et répartition de la ressource en eau 10
Groupe 2 : Modes de gestion et de suivi des systèmes AEP 11
Groupe 3 : Liens et stratégies entre interventions d'urgences et réponses structurelles long termes 12
Présentation et visites des systèmes de Belalanda et Saint-Augustin 14
Commune de Belalanda 14
Saint-Augustin 14
Synthèse – Points saillants de l'atelier 15

- *Jeudi 23 mai* -

Ouverture

L'ouverture de l'atelier a été réalisé par le Préfet de Région, avec la présence des Directeurs Régionaux de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures (DREEH) des Régions Anstimo Andrefana, Androy et Anosy.

Ces interventions ont introduit les enjeux d'accès à l'eau potable dans le Grand Sud de Madagascar, et ont rappelé l'importance de capitaliser et de partager les actions et activités menées dans ces régions. Le nombre d'acteurs présent améliore l'accès à des services de base mais les efforts doivent être menés conjointement pour assurer une action efficace et durable.

Présentation des acteurs œuvrant dans le Grand Sud de Madagascar

En amont de la réunion, un canevas a été proposé à l'ensemble des participants œuvrant les régions Atsimofo Andrefana, Anosy et Androy. L'objectif étant d'identifier les acteurs et les actions menées en matière d'accès à l'eau potable dans ces trois régions du Grand Sud de Madagascar. Ces canevas visaient à présenter : son organisme, ses projets, ses zones et domaines d'interventions et les besoins et enjeux identifiés. Ils ont été le support des présentations de ces organismes.

L'intégralité des canevas compilés sont disponibles en suivant ce lien.

Adventist Development and Relief Agency (ADRA)

ADRA est présent dans 145 pays dans le monde, ils mènent dans le Grand Sud de Madagascar des actions d'urgence, travaillant sur les enjeux de nutrition pour faire le lien avec les services WASH (AEP[2] et assainissement-hygiène) en vue d'améliorer durablement la santé des habitants de ces régions (Androy et Atsimo-Andrefana).

Exemple d'activités :

- Eau : diffusion de kit wash, conception en partenariat avec l'entreprise Grundfos de pompes adaptées au contexte du Grand Sud (suivant des critères de qualité de l'eau constatée). Une note, reprenant les résultats de cette étude, sera rédigée et partagée par l'ADRA.
- Assainissement : Réflexion sur les approches assainissement dans le Grand Sud afin de mener des approches combinées (ATPC[3], PHAST[4]…).

L'un des enjeux relevés est notamment le maintien des statuts des villages déclarés ODF[5] (quels suivi, quelles études, par qui), thématique sur laquelle des discussions ont été ouvertes avec les DREEH.

A noter : achat d'une foreuse qui servira l'Initiative Emergence Madagascar (IEM) en priorité (convention d'utilisation avec le MEEH avec possibilité de location (machine + équipe technique) auprès des acteurs intervenant dans ces régions).

[2] Adduction d'Eau Potable
[3] Assainissement Total Piloté par la Communauté
[4] Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
[5] Open Defecation Free

UNICEF

L'UNICEF est présent dans 10 régions de Madagascar avec un focus sur les trois régions sud.

Activités :

- Résilience aux chocs (notamment sècheresse) ;
- Augmentation des services AEP ;
- Approche intégrée EAH (avec ATPC systématique en pré-intervention) et promotion de l'hygiène ;
- Pérennisation des services avec la mise en place des modèles STEFI[6] et des STEAH[7]. Un travail est en cours avec le MEEH pour une harmonisation des dispositifs à l'échelle nationale ;
- Stratégies d'adaptation au changement climatique ;
- Amélioration de la connaissance des ressources en eau : recueil données couplées à des analyses, mapping des ressources en eaux, suivi de la disponibilité des ressources (système d'alarme en cas de surexploitation ou de faible recharge). En vue de connaitre notamment le « comportement des aquifères » et de développer le suivi des ressources en eau souterraines ;
- Intervention à l'échelle communale.

La région Androy, qui connait de fort problèmes de disponibilité de la ressource en eau (peu d'eau de surface, intrusion d'eau salée, épisodes de sècheresses, absence d'infrastructures) constitue leur principale zone d'intervention.

Pour répondre à ces enjeux, tout une gamme de réponses a été développé : kit wash, water maker, réhabilitation de point d'eau, forages profonds pour accéder à des sources alternatives, technologie 3R (récupération d'eau de pluie – 300 à 500mm d'eau par an), recharge d'aquifères artificiels, désalinisation. La présence de deux rivières à écoulement permanent en Androy permet la mise en place de pipeline. Actuellement, deux existent et un troisième est en recherche de financements.

Leurs activités s'ouvrent également sur le volet agricole (multi-usages de l'eau), le secteur de l'énergie (solaire), les secteurs de la santé et de la nutrition.

Catholic Relief Services (CRS)

CRS intervient en région Atsimo Andrefana et en région Androy. En région Atsimo Andrefana, le projet Faralana est en cours, travaillant sur les volets nutrition et WASH. La mise en place de dispositifs d'adduction d'eau potable est accompagné par la mise en place de délégataires privés ou gestion communautaires (notamment pour les PMH[8]).
En région Androy, leurs interventions concernent des projets d'urgence.

Attentes :

- Partages d'expériences ;
- Diffusion des données (notamment hydrologiques).

[6] Suivi TEchnique et FInancier
[7] Service Technique EAH
[8] Pompe à Motricité Humaine

Action Contre la Faim (ACF)

ACF est présent dans les région Atsimo Andrefana et Anosy. Leurs activités concernent :

- Réhabilitation de points d'eau Communautaires
- Amélioration disponibilité Eau pour CSB[9]
- Gestion durable point d'eau
- Marketing Social appliqué en EAH
- Renforcement de la gouvernance EAH au niveau Service District
- Promotion Hygiène

Divers projets sont en cours (cf. présentation), concernant les zones urbaines et rurales de ces régions.

Water and Sanitation for Urban Poor (WSUP)

WSUP travaille en Atsimo Andrefana dans la Commune Urbaine de Toliara (CUT) au travers du projet WADA (soutenu par CocaCola Foundation et USAID). Celui-ci concernent les villes de Tuléar, Mahajanga et Antananarivo, avec pour partenaires la CUT, la Jirama, le PIC et les DREEH. Les actions entreprises projettent d'être étendues dans les communes périphériques de Toliara.

Activités :

- Construction et réhabilitation de bornes fontaines et équipements sanitaires au niveau des écoles ;
- Amélioration des réseaux et infrastructures Jirama dans les écoles ;
- Actions de sensibilisation et de promotion à l'hygiène ;
- Renforcement de capacité pour la bonne gestion des infrastructures et la pérennisation.

A Toliara, l'un des principaux freins relevés étant le manque de service et plan d'action WASH.

Service de Suivi Technique Et Financier (STEFI)

Le STEFI a pour mission de suivre les infrastructures et services WASH mis en place sur la région Atsimo Andrefana, en vue d'en rendre compte auprès de la Direction Régionale de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures. L'objectif principal étant d'assurer la durabilité des services. Les principaux partenaires sont : DREEH, Experts Solidaires, UNICEF, les agents travaillant directement avec les entreprises délégataires.

Activités :

- Collecte et analyse des données ;
- Inspection technique ;
- Appuis et conseils.

Experts Solidaires

[9] Centre de Santé de Base

L'ONG Experts Solidaires intervient en région Atsimo Andrefana sur deux volets : la mise en place de projets d'adduction d'eau potable, et l'appui au STEFI.

Interventions dans les communes de : Ambahikily, Ankililoaka, Ankazoabo, Ambohimahavelona, Tanandava, Manombo, Anakao, Soalary, Saint-Augustin, et auprès du STEFI, avec pour principaux partenaires le SEDIF, l'Agence de l'eau Seine Normandie, et la DREEH.

La principale attente formulée concerne l'uniformisation des systèmes de subventions (notamment pour les branchements privés et latrines). A savoir que le Cluster WASH, redynamisé récemment se penche sur ces questions avec le ministère afin de cadrer les pratiques et permettre un appui.

Bel Avenir

L'ONG Bel Avenir intervient sur Tuléar I et II par la construction de puits pour les écoles publiques et les villages. La sensibilisation des usagers aux bonnes pratiques constitue également un volet important de leur programme.

Trans'Madagascar (Trans'Mad)

L'ONG Trans'Mad intervient en région Atsimo Andrefana autour du projet Plein Sud, concernant les communes d'Itampolo, Efoetse et Androka.

Ce projet vise à répondre à l'insécurité alimentaire sévère et à la détresse hydrique. Pour cela des activités cherchent à coordonner et valoriser les usages multiples de l'eau en vue de développer une agriculture communautaire de subsistance alimentée par irrigation.

Taratra

L'ONG Taratra intervient en région Atsimo Andrefana à Betioky et Ampanihy au travers du projet RANO AINA - EAU MULTI USAGE.

Leurs activités concernent :

- L'Alimentation en eau des villages ;
- Mise en place de PCDEAH[10] ;
- Renforcement capacité des communes ;
- Coordination des acteurs ;
- Assainissement de base (déclenchement à tous les niveaux, SDAL[11]) ;
- Sensibilisation à l'hygiène.

WELT HUNGER HILFE (WHH)

L'ONG WHH travaille en région Atsimo Andrefana, à Tuléar, sur le projet PASSAT. Se terminant en 2020 ce projet traite de la gestion des déchets dans la ville de Tuléar. Ce projet est mené en partenariat avec

[10] Plan Communal de Development EAH
[11] Sans Défécation à l'Air Libre

la Commune Urbaine de Tuléar (CUT) et vise à supporter le service public tout en impliquant le secteur privé.

Différentes difficultés ont été identifiées :

- Instabilité de la CUT (notamment financière relative aux difficultés avec le Trésor), limitant la mise en place d'une délégation privée. Aujourd'hui cette contrainte est détournée par la création d'une nouvelle association/société devant assurer le service ;
- Absence de plan de gestion des déchets solides.

MEDAIR

MEDAIR intervient en région Androy, dans le district de Beloha, dans la commune rurale de Marolinta. Le cœur d'activité étant essentiellement l'intervention en zone d'urgence.

Le projet Rano Velo, en cours depuis mars 2018 et se terminant courant 2019 porte sur les activités suivantes :

- Adduction Eau Potable ;
- Promotion à l'hygiène ;
- Gestion durable et renforcement de capacités.

Sq Vision :

Sq Vision est une entreprise fournisseur et installateur de matériel solaire (Lorentz, Victron Energy, Hoppecke, Nemtek, AquaBlu et Solcrafte). Basée à Antananarivo, celle-ci possède différentes antennes à Madagascar (Tuléar, Nosy-Be, Diego, Tamatave).

Au-delà de l'installation, Sq Vision propose également un renforcement des capacités des acteurs sur la maintenance et l'entretien de ces installations (pour exemple, partenariat avec Helvetas). L'objectif principal étant de faire vivre les Partenariats Public Privés (PPP).

Gestionnaires

Différentes entreprises gestionnaires ont également pu présenter leurs activités en tant que délégataires. A savoir l'entreprise ECLEA et Fenosoa, permettant de soulever leurs enjeux et besoins (cf. présentation).

Questions/réponses :

- Les enjeux liés au suivi et au maintien des villages certifiés ODF est régulièrement revenue. Quels critères existent ? Quels acteurs en charge de ces aspects suite à la dissolution de Diorano-Wash ?

➔ Il n'existe pas de protocole officiel sur la certification, entrainant un manque d'uniformisation des pratiques, c'est pourquoi les DREEH sont à associer systématiquement : à la fois pour rendre valable la certification et assurer son maintien.

- Quels services après-vente peut-on exiger du fournisseur ?

➔ Pour assurer le suivi et la maintenance du matériel, il est important d'impliquer les fournisseurs dans le dimensionnement des infrastructures afin apporter une réponses adéquate.

Informations partagées :

L'organisation WaterMission va financer l'installation de sondes sur certains points d'eau de partenaires (ACF, MEDAIR, ADRA, UNICEF) en vue de permettre le suivi des niveaux des nappes (boitiers satellites et sondes incluant des mesures de la qualité de l'eau). Les informations seront stockées sur une base de données payante (12$ par an), et accessible gratuitement pour les DREEHs et MEEH.

➔ Il y a une nécessité de réfléchir à des bases de données communes regroupant l'ensemble des travaux des partenaires. Actuellement un bulletin est produit par ACF et Unicef mais il faut mieux centraliser l'information pour la rendre accessible. Une réflexion est actuellement en cours au sein d'Unicef pour mettre en place des mécanismes de suivi de la ressource sur les quatre régions du Sud.

Eclairages sur les trois régions

Androy

Selon l'étymologie du mot Androy, Roy est une plante endémique qui est spécifique aux zones arides, Androy signifie donc « là où il y a de la sécheresse ». La région possède de très faibles ressources en eau, soumises à de fortes pressions (remontées eau salée, pluies acides), trouver de l'eau à la fois en quantité et avec une qualité durable constituent les principaux enjeux.

Cette rareté de la ressource se traduit, en période de sécheresse, par des distances accrues entre les usagers et les points d'eau (30 à 40km), et une forte augmentation du prix de l'eau (jusqu'à 100 000Ar/m^3). En terme d'installation, le faible relief de la région impose d'avoir recours à des AEP solaire ou thermique, impliquant une gestion plus complexe et une stabilité de la consommation. Or les périodes de sécheresse entrainent des actions d'urgences (don d'eau), impactant directement la volonté à payer des usagers qui ont alors tendance à attendre les approvisionnements.

De gros enjeux de sureté de la ressource mais aussi de sécurisation de la qualité de l'eau se pose, pour cela, l'UNICEF met en place un appui important sur l'identification des ressources en eau (notamment sur le captage d'eau primaire) et de leurs qualités (caractérisation en fonction des forages et des profondeurs). De même, la sécurisation des ouvrages est indispensable, pour cela une réflexion est en cours pour la mise en place d'une Dina de l'eau en vue de donner une valeur juridique.

De manière générale, une harmonisation des approches et des activités menées sur la région est indispensable.

Point sur le projet de pipeline : d'une longueur de 145km le pipeline est constitué de piquages visant à desservir les localités traversées (réservoirs et bornes fontaines). Un répartiteur de débit a été installé pour permettre même aux localités en aval de disposer de suffisamment d'eau. Tout fonctionne en solaire.

Retrouvez la présentation en ligne.

Anosy

La région Anosy se compose de trois districts et est également marquée par un climat difficile. Son hydrogéologie cristalline n'est pas favorable au développement des eaux souterraines et la région possède en grande majorité des rivières non permanentes (notamment la rivière Mandrare).

Différentes problématiques sont identifiées :

- Accès à la ressource : la région ne permet pas d'avoir recours à des technologies simples impliquant des problèmes de pannes et de maintenance des infrastructures mais aussi la nécessaire sécurisation des ouvrages ;
- Difficultés de gestion en raison de retard d'attribution des affermages. La gestion communale, mise en place dans un premier temps, est complexe et les Comités de Gestion de l'Eau dysfonctionnant. Cette transition complique la collecte des redevances sur le long terme en favorisant la mise en place de mauvaises habitudes dès le fonctionnement des ouvrages.

Retrouvez la présentation en ligne.

Atsimo Andrefana

La région Atsimo Andrefana se compose de neuf districts. Des réunions de coordinations ont été mises en place face au nombre d'acteurs impliqués dans le secteur : 19 partenaires recensés lors des dernières réunions.

En Atsimo Andrefana, la majorité de l'exploitation est souterraine, les ouvrages fonctionnent majoritairement au solaire. La région marque deux avantages favorisant le développement de l'AEP :

- Une bonne connaissance de la ressource en eau, favorisant la prise de décision ;
- Le développement d'un STEFI efficace sur la région, permettant le maintien des services.

Deux enjeux ont été identifiés :

- La minéralisation croissante des eaux souterraines ;
- Le difficile accès et donc desserte des districts enclavés en raison d'une forte insécurité.

Retrouvez la présentation en ligne.

Groupes de travail

L'après-midi s'est constituée de travaux de groupes, trois groupes ont été constitués autour d'une étude de cas identique, en suivant un axe de réflexion. L'objectif étant de permettre aux acteurs intervenants sur le secteur d'échanger sur leurs pratiques, les enjeux auxquels ils sont confrontés afin de mieux cerner les stratégies d'interventions de chacun et de favoriser les partages d'expériences.

Groupe 1 : Priorisation des usages et répartition de la ressource en eau

1. *L'objectif étant le développement des services AEP, quelle attention est portée aux autres usages de la ressource en eau ?*
2. *Quelle stratégie de priorisation mettez-vous en œuvre ? Sur quels acteurs/structures vous appuyez-vous ?*
3. *Quelle priorisation des usages et quelle gestion des conflits ? Sur quelles données/études vous basez-vous ?*

4. *Quelle tarification mettre en place selon les usages et la quantité d'eau consommée ? Quels modes de gestion pour ces différents usages ?*

Le groupe constitué a au préalable identifié et priorisé les différents usages de l'eau : consommation humaine (AEP), agricole (irrigation), production d'énergie et dans une moindre mesure l'élevage. La réflexion méthodologique suivante a été proposée pour répondre au mieux aux besoins de chaque secteur :

- Evaluation de la capacité de la ressource ;
- Estimation des besoins en eau pour chaque usage ;
- Gestion de l'utilisation de la ressource : utilisation rationnelle pour chaque usage, dispositifs d'optimisation des usages et de stockage de la ressource, suivi des techniques adaptées.

La consommation humaine reste, comme indiqué dans le code de l'eau, prioritaire. Il faut donc sélectionner les types de sources selon les usages afin d'optimiser ceux-ci et assurer une « administration » de cette utilisation de l'eau : donc un suivi.

Les autorités (fokontany, communes, région, directions régionales) sont mobilisables pour appuyer l'identification de ces enjeux et la priorisation, en revanche d'autres structures peuvent être en charge d'appliquer ces choix (gestion mixte : gestionnaires chapeautant un Comité de Point d'Eau), en définissant les tarifs selon les usagers, le volume consommé. De même des structures locales doivent permettre de gérer les conflits d'usages et d'être à l'écoute des souhaits des usagers, pouvant également s'appuyer sur des études socio-économiques.

Groupe 2 : Modes de gestion et de suivi des systèmes AEP

1. *Quelles modalités de gestion proposez-vous pour assurer l'exploitation et la maintenance des ouvrages ? Sur quels acteurs vous appuyez-vous ?*
2. *Quelle définition des tarifs et modalités de paiement adapté à ce contexte ?*
3. *Quelles mesures d'accompagnement prévoyez-vous pour renforcer la gestion technique et financière ?*
4. *Quelles modalités de suivi mettre en place pour assurer le bon fonctionnement du système une fois le projet terminé ? Sur quels acteurs vous appuyez-vous ?*

Le groupe constitué a entamé sa réflexion en identifiant les modes de gestion existants :

- Communautaire, avec le désavantage d'inclure différents groupes sociaux ;
- En affermage ;
- En régie, pouvant poser des difficultés pour la commune ;
- En concession, impliquant un investissement trop important ;

- Communautaire en groupements sociaux.

Les modes de gestion en affermage ou communautaire en groupement sociaux présentent le moins de points négatifs et pourraient être complémentaires. La gestion communautaire, palliant les faibles capacités de paiements des usagers, pourrait être appuyée par un prestataire privé comblant à son tour les faibles capacités techniques rencontrées par la gestion communautaire.

La tarification de l'eau doit donc trouver un entre deux afin d'être en adéquation avec les besoins de l'ensemble des usagers. Dans le cas de population trop importante, les rythmes de vie et la consommation peuvent être très différents, impliquant de favoriser alors la gestion volumétrique. La tarification unique aux Bornes Fontaines (BF) permet d'éviter les conflits sociaux. En revanche, les tarifs méritent d'être adaptés aux institutions (Ecole Primaire Publique (EPP), CSB), Collège d'Enseignement Général (CEG)) et d'envisager des facilités de paiement.

Les DREEH peuvent apporter leurs appuis sur divers volets (manuels, outils, procédures) afin que chaque localité possède des compétences techniques minimum. Il est donc essentiel d'identifier les acteurs et compétences locales (technicien du village, agent de la commune responsable du suivi) et de faire remonter les informations aux niveau de la DREEH et service RSE (rapport semestriel).

Groupe 3 : Liens et stratégies entre interventions d'urgences et réponses structurelles long termes

1. *Quels avantages et limites identifiez-vous quant à la présence d'aides d'urgences ponctuelles en amont de la mise en place de votre projet AEP ?*
2. *Quels impacts ces interventions entrainent sur votre projet ? Des points de vigilance sont-ils à maintenir tout au long de la mise en place du système AEP ?*
3. *Quels contacts et relations mettez-vous en place avec ces organismes humanitaires ? Quel niveau d'implication dans votre projet ?*
4. *Une coordination institutionnelle pourrait être envisagée entre ces types d'intervention ? A quelle échelle (commune, district, région, …) et avec quels interlocuteurs ?*

L'urgence ponctuelle, de type relèvement, se traduit par de nombreux dons, y compris la distribution gratuite d'eau potable. Cet accès gratuit à la ressource réduit la volonté à payer des usagers et possède un impact environnemental non négligeable (augmentation du nombre de déchets).

L'articulation urgence/développement est confrontée à des problèmes de coordination, le préfet étant en charge des activités d'urgence et les DREEH en charge de suivre les projets et activités « routinières ». Pour favoriser la coordination des actions et l'articulation des logiques urgences/développement, les organismes de développement devraient pouvoir participer aux réunions des clusters régionaux d'urgence à la fois pour suivre les dynamiques mais aussi mettre à disposition les moyens qu'ils possèdent lors de la mise en place de réponses urgentistes (logistique et moyens matériels).

Les logiques urgence/développement ne sont pas à opposer, l'urgence peut être prévue dans les projets de développement, et à son tour, prendre en compte les logiques long terme et réfléchir en vue de diminuer les conséquences négatives actuelles.

Les réflexions pourraient également être menées au niveau d'un bassin versant, du type approche GIRE, afin de faciliter les échanges et orientations en vue d'une priorisation des actions.

L'OFDA (Office of Foreign Disaster Assistance) est un bailleur mixant urgence et développement.

Documents Grand Sud :

- Plan d'actions humanitaire (2015)
- Plan de relèvement précoce (2017)
- Schéma de gestion intégrée du Gd Sud (2018)
  → Disponibles sur le site des UN

- *Vendredi 24 mai* -

Présentation et visites des systèmes de Belalanda et Saint-Augustin

Ces deux systèmes sont suivis par les agents STEFI de la région Atsimo Andrefana, des visites ont été organisées durant la rencontre afin d'échanger avec les autorités et acteurs en charge de leur fonctionnement.

Commune de Belalanda

Le réseau (équipé d'un forage et d'une pompe alimentée par panneaux solaires) a été financé par l'UNICEF durant leur première vague de projet, et mis en service en juin 2016. Il est aujourd'hui géré en affermage par l'entreprise TIANA. La création d'un compte conjoint (où verser la taxe de renouvellement), permet aujourd'hui au gestionnaire de planifier avec la commune, une extension du réseau. L'objectif est de développer les branchements privés, qui ne sont pour l'instant, pas subventionnés. Afin d'augmenter la rentabilité du réseau, le gestionnaire envisage d'intégrer le parc de PMH (Pompe à Motricité Humaine) de la commune dans son périmètre de gestion, en venant en appui au Comité de Point d'Eau.

Deux difficultés ont pu être identifiées sur ce réseau et ont été l'objet de discussion à savoir :

- L'augmentation de l'eau consommée : les capacités actuelles du réseau semblent ne pas suffire pour faire face à la demande croissante. Cette problématique pouvant être solutionnée par la mise en place d'une pompe plus performante, ou en augmentant les capacités de stockage ;
- Le non-paiement des redevances par le CEG et l'EPP : outre les coupures d'eau des solutions peuvent être identifiées, comme la mise en place d'un tarif social pour les institutions.

Pour plus d'informations, retrouvez la présentation en ligne.

Saint-Augustin

La commune de Saint Augustin possède le plus ancien affermage de la région, mis en service en 2010, ici divers modes de gestion et pratiques ont été testés et mis en place.

De multiples difficultés ont entrainé depuis 2010 un service aléatoire, aujourd'hui de nombreux problèmes techniques et de gestion existent, mettant à mal le système mais aussi la confiance des usagers et de la commune envers une gestion par affermage. Plus de détails peuvent être retrouvés dans la présentation en ligne.

Les échanges ont soulevé la question du dimensionnement de ce réseau : à l'époque, la consommation d'eau était calculée (sur recommandation du ministère) sur une estimation de 30L/personne/jour. Or les expériences ont montré une consommation de l'ordre de 5 à 15L à Madagascar. Cette surestimation a conduit à un mauvais dimensionnement des infrastructures, une augmentation des coûts d'investissement et donc un service inadapté à la demande. Aujourd'hui des difficultés se posent entre le gestionnaire et la commune impactant la qualité du service de distribution à Saint Augustin.

Synthèse – Points saillants de l'atelier

Gouvernance	- Association et implication obligatoire des autorités locales aux projets et activités menées → afin de bénéficier de leurs appuis et de faciliter la coordination des acteurs ; - Renforcement nécessaire des échanges et de la coordination entre acteurs de développement et acteurs d'urgence dans chaque région ; - Attente d'une homogénéisation régionale voir nationale de certaines pratiques (subventions de branchements privés, suivi des villages ODF, etc.).
Gestion	- Complémentarité des modes de gestion : communautaire par groupes sociaux et affermage ; - Utilité du STEFI pour les réseaux en affermage ; - Usages multiples de l'eau : concertation et planification entre usagers pour une répartition optimale de la ressource ; - Réflexions à mener sur la tarification du service pour les institutions (échelle régionale, voire nationale).
Technique	- Renforcement et diffusion des connaissances sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau dans les trois régions ; - Importance d'associer les entreprises fournisseurs de matériels pour s'assurer du bon dimensionnement des infrastructures et l'adoption de solutions technologiques adaptées.

	- Inscrire dans l'acte de vente les appuis et SAV assurés par le fournisseur ; - Emergence de technologies de désalinisation dans la zone.

Plus largement, il est utile de faire connaître ses activités, problématiques et besoins, d'une part aux autorités locales (notamment DREEH), d'autre part à Ran'Eau, qui effectue un travail de référencement, mise à disposition d'informations, mise en relation et appui-conseil aux acteurs.